

Conclusion

Voilà donc, Madame ou Monsieur le Député, près de 200 propositions porteuses de simplicité, d'économies, et surtout, d'espoir en l'avenir, dans l'esprit des Cahiers de doléances (1789, 1945 et 2018).

Ma naïveté et ma simplicité d'esprit me portent en effet et par exemple à croire qu'au pays de l'égalité, un impôt proportionnel au Smic et des amendes proportionnelles aux revenus, de part leur caractère universel, ne peuvent que recueillir votre adhésion et celle de vos collègues...

Mais au delà d'un simple catalogue, l'idée maitresse suggérée est qu'il faut retrouver **l'Universalité et la Simplicité républicaines** dans la conception et l'application de nos lois et impôts, condition indispensable pour éviter de laisser notre peuple "sans foi, ni loi".

Le chantier est important, mais possible pour ne pas dire incontournable si l'on veut éviter que naissent à long terme de véritables révoltes, corrolaires d'un éclatement de la société... Au diable donc, les exceptions, les exemptions, les possibilités d'optimisation et les règles corporatistes, adieu aux dispositifs complexes prétentieux, inutiles, opaques et pervers, ainsi qu'aux institutions et procédures labyrinthiques. Il vous appartient de développer une **Ethique républicaine collective** donnant du sens et de l'unité à la vie publique, notamment en veillant quotidiennement à ce que chaque texte, réduit à sa plus simple expression, soit compréhensible et mémorisable par l'ensemble de la population (l'inclusion ne peut exister sans cela) et que chaque disposition soit véritablement applicable à tous, en fonction des moyens de chacun.

Il est en effet urgent de se détourner du libéralo-populisme dominant et d'en finir non seulement avec les évasions fiscales et pénales pour les plus aisés (au nom de la création de richesses) mais encore avec les mesures faciles et simplistes exonérant les plus pauvres et les bas revenus de toute obligation (au nom de la justice sociale).

Jean-Marie GOZILLON

10 juillet 2026

ANNEXE 1

Exemple de laisser-aller législatif

Le texte ci-dessous a fait l'actualité (article 131-26-2 du Code Pénal relatif à la peine complémentaire d'inéligibilité) et illustre la dérive des pratiques parlementaires qui concerne la grande majorité des textes votés depuis les années 1970.

Un principe fort est énoncé, mais son application reste faible, voire inexistante, car le législateur délègue la sanction et la laisse à la libre appréciation des juges, qui ne sont astreints qu'à la motivation de leurs décisions.

Dès lors, et contrairement à la position défendue par certains partis politiques et par une grande partie de la population, on ne peut reprocher aux Magistrats de décider "à la couleur de leur esprit".

Il est néanmoins légitime de s'inquiéter de la montée de la colère du peuple contre une justice injuste (jugements différents d'un jour à l'autre, d'une juridiction à une autre, d'une humeur à une autre et surtout d'un justiciable à un autre). Il faut donc changer ces pratiques.

Commentaire	Texte intégral
1) Principe fortement affirmé	I. – Le prononcé de la peine complémentaire d'inéligibilité mentionnée au 2° de l' article 131-26 et à l' article 131-26-1 est obligatoire à l'encontre de toute personne coupable d'un délit mentionné au II du présent article ou d'un crime. Cette condamnation est mentionnée au bulletin n° 2 du casier judiciaire prévu à l' article 775 du code de procédure pénale pendant toute la durée de l'inéligibilité.
2) Liste obscure, indigeste et inutile de textes concernés, résultat du travail des Assistants parlementaires	II. – Les délits pour lesquels l'inéligibilité est obligatoirement prononcée sont les suivants : 1° Les délits prévus aux articles 222-9 , 222-11 , 222-12 , 222-14 , 222-14-1 , 222-14-4 , 222-14-5 , 222-15 , 222-15-1 et 222-27 à 222-33-2-2 du présent code ; 2° Les délits prévus aux articles 225-1 à 225-2 ; 3° Les délits prévus aux articles 313-1 , 313-2 et 314-1 à 314-3 , ainsi que leur recel ou leur blanchiment ; 4° Les délits prévus au chapitre Ier du titre II du livre IV ; 5° Les délits prévus aux articles 432-10 à 432-15 , 433-1 et 433-2 , 434-9 , 434-9-1 , 434-43-1 , 435-1 à 435-10 et 445-1 à 445-2-1 , ainsi que leur recel ou leur blanchiment ; 6° Les délits prévus aux articles 441-2 à 441-6 , ainsi que leur recel ou leur blanchiment ; 7° Les délits prévus aux articles L. 86 à L. 88-1 , L. 91 à L. 104 , L. 106 à L. 109 , L. 111 , L. 113 et L. 116 du code électoral ; 8° Les délits prévus aux articles 1741 et 1743 du code général des impôts, lorsqu'ils sont commis en bande organisée ou lorsqu'ils résultent de l'un des comportements mentionnés aux 1° à 5° du II de l'article L. 228 du livre des procédures fiscales , ainsi que leur recel ou leur blanchiment ; 9° Les délits prévus aux articles L. 465-1 à L. 465-3-3 du code monétaire et financier, ainsi que leur recel ou leur blanchiment ; 10° Les délits prévus aux articles L. 241-3 et L. 242-6 du code de commerce, ainsi que leur recel ou leur blanchiment ; 11° Les délits prévus à l'article L. 113-1 du code électoral et à l' article 11-5 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique ; 12° Les délits prévus au I de l'article LO 135-1 du code électoral et à l' article 26 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ; [Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par la décision n° 2017-752 DC du 8 septembre 2017.] 14° Le délit de participation à une association de malfaiteurs prévu à l'article 450-1 du présent code ainsi que le délit de concours à une organisation criminelle prévu à l'article 450-1-1 , lorsque l'association de malfaiteurs ou l'organisation criminelle a pour objet la préparation d'un crime ou d'un délit mentionné aux 1° à 13° du présent II.
3) Les multiples exceptions ou les délégations de pouvoirs du Législateur au Gouvernement ou aux Magistrats, vident les textes de leur portée	III. – Toutefois, la juridiction peut, par une décision spécialement motivée, décider de ne pas prononcer la peine prévue par le présent article, en considération des circonstances de l'infraction et de la personnalité de son auteur.

ANNEXE 2

Synthèse de la criminalité et de la délinquance en 2024

Les chiffres fournis proviennent essentiellement des statistiques officielles 2024 du Ministère de la Justice (publication "Chiffres-clés 2025"), identifiés ci-dessous par (*). Les statistiques officielles 2024 du Ministère de l'Intérieur (publication "SSMSI 2024"), sont identifiées par (**). Les statistiques 2023 parues dans la revue Vie Publique du 23 octobre 2025, sont identifiées par (***)

1) Les plaintes déposées en 2024 (*)

Délits :	3 233 800		
Crimes :	5 266	dont 976 (18,5 %) pour crimes et 4290 (81,5 %) pour tentatives	
Total 2024 :	3 239 066		

2) Les affaires nouvelles présentées en 2024 devant les juridictions (*)

Affaires administratives :	278 964	4,6 %	
Affaires judiciaires civiles :	1 435 889	23,9 %	5 735 362, soit 95,4 %
Affaires judiciaires pénales :	4 299 473	71,5 %	
Total 2024 :	6 014 326		

3) Les décisions rendues au pénal par les tribunaux en 2024 (*)

Contraventions de 5ème classe :	29 741	5,3 %	
Condamnations pour délits :	526 576	94,1 %	529 703, soit 94,7 %
Condamnations pour crimes :	3 127	0,6 %	
Total 2024 :	559 444		

4) Les délits : condamnations, peines d'emprisonnement et sursis en 2023 (*)**

Condammations pour délits :	542 598	% des condamnations pour délits	
Peines d'emprisonnement :	248 428	45,7 %	% des peines d'emprisonnement
> dont prison ferme :	83 719	15,4 %	33,6 %
> dont sursis partiel :	33 275	6,1 %	13,3 %
> dont sursis total :	131 434	24,2 %	52,9 %
>> Total des sursis en 2023 :	164 709	30,3 %	66,3 %

5) Les délits : condamnations et autres peines alternatives en 2023 (*)**

Condammations pour délits :	542 598	% des condamnations pour délits	
> amendes :	194 847	35,9 %	Attention : cumuls possibles
> jours prison en amende (JA) :	33 796	6,2 %	
> mesures éducatives :	14 723	2,7 %	
> travaux d'intérêt général (TIG) :	13 841	2,5 %	
> suspension du permis de conduire	7 196	1,3 %	
> dispense de peine :	2 802	0,5 %	
> bracelet électronique (DDSE) :	962	0,1 %	
> interdiction permis de conduire :	795	0,1 %	

6) Les récidives en 2024 (*)

	Crimes	Délits
Taux de récidivistes :	9,8 %	20,4 %
Taux de réitérants à 5 ans :	25,3 %	24,1 %
Total 2024 :	35,1 %	44,5 %

7) Les mis en cause étrangers en 2024, la part des étrangers dans la population étant de 8 % ()**

Mises en cause étrangers	pour homicides et tentatives :	19 %
	pour délits avec violence :	18 %
	pour délits sans violences :	22 %

8) L'évolution du nombre de crimes et délits par rapport à la population ()**

Taux de constatation des crimes et délits :	jusqu'en 1965 :	moins de 1,5 %
	de 1970 à 1980 :	évolution spectaculaire de 2 à 5 %
	de 1980 à 2025 :	stabilisation à 5 %

9) En résumé et en pourcentages :

> Les crimes et délits touchent environ **5 %** de la population chaque année

En 2024, les 3 239 066 plaintes pour crimes et délits représentent 4,73 % des 68 400 000 habitants ou 6,51 % des 49 700 000 habitants dont l'âge est compris entre 15 et 75 ans.

> Environ **1 %** de la population active est condamnée chaque année

En 2024, les 529 703 condamnations pour crimes et délits représentent 0,73 % des 68 400 000 habitants ou 1,06 % des 49 700 000 habitants dont l'âge est compris entre 15 et 75 ans.

> Le fait de commettre de nouveaux faits délictueux dans les 5 ans, touche plus de **40 %** des délinquants.

> Seuls **15 %** des délinquants (83 719 en 2023) sont sanctionnés par de la prison ferme.

> Seuls **35 %** des délinquants (194 847 en 2023) sont sanctionnées par une amende.

> **50 %** des condamnés à une peine de prison (131 434 en 2023) sortent libres à l'issue du jugement, soit 24 % des délinquants.

> **20 %** des mis en cause pour crimes et délits sont des étrangers (pas de chiffres officiels pour l'occupation des prisons).

> Le retour à un taux de constatation des crimes et délits de **2 %** est l'objectif à atteindre

Nota : attention, le chiffre de seulement 16 % des crimes et délits ayant fait l'objet d'une condamnation (529 703 sur 3 239 066 plaintes en 2024) n'est pas signifiant : le nombre de victimes ayant porté plainte contre chaque personne condamnée, le décalage temporel entre les faits et le jugement, le nombre d'affaires non élucidées ou élucidées une année ultérieure et le nombre de classements sans suite, ne sont pas connus et ne peuvent donc être pris en compte.

ANNEXE 3

Revenus actuellement imposés, pour comparaison (en 2024, pour 1 part)

Revenus mensuels nets significatifs	Tranches	Taux	Revenu net annuel	Revenu net mensuel	Impôt annuel actuel	Mensualité actuelle	Taux d'imposition
	1	11	11 497,00	958,08	0,00 €	0 €	0,00%
Début de la tranche 2	2	11	11 498,00	958,17	0,00 €	0 €	0,00%
± 1 000 €	2	11	12 498,00	1 041,50	110,00 €	9 €	0,88%
	2	11	13 498,00	1 124,83	220,00 €	18 €	1,63%
	2	11	14 498,00	1 208,17	330,00 €	28 €	2,28%
	2	11	15 498,00	1 291,50	440,00 €	37 €	2,84%
	2	11	16 498,00	1 374,83	550,00 €	46 €	3,33%
Smic novembre 2024	2	11	17 115,60	1 426,30	617,94 €	51 €	3,61%
	2	11	17 498,00	1 458,17	660,00 €	55 €	3,77%
	2	11	18 498,00	1 541,50	770,00 €	64 €	4,16%
	2	11	19 498,00	1 624,83	880,00 €	73 €	4,51%
	2	11	20 498,00	1 708,17	990,00 €	83 €	4,83%
	2	11	21 498,00	1 791,50	1 100,00 €	92 €	5,12%
	2	11	22 498,00	1 874,83	1 210,00 €	101 €	5,38%
	2	11	23 498,00	1 958,17	1 320,00 €	110 €	5,62%
± 2 000 €	2	11	24 498,00	2 041,50	1 430,00 €	119 €	5,84%
	2	11	25 498,00	2 124,83	1 540,00 €	128 €	6,04%
Salaire médian 2024	2	11	26 280,00	2 190,00	1 626,02 €	136 €	6,19%
	2	11	26 498,00	2 208,17	1 650,00 €	138 €	6,23%
	2	11	27 498,00	2 291,50	1 760,00 €	147 €	6,40%
	2	11	28 498,00	2 374,83	1 870,00 €	156 €	6,56%
	2	11	29 315,00	2 442,92	1 959,87 €	163 €	6,69%
Début de la tranche 3	3	30	29 316,00	2 443,00	1 959,87 €	163 €	6,69%
	3	30	30 316,00	2 526,33	2 259,87 €	188 €	7,45%
	3	30	31 316,00	2 609,67	2 559,87 €	213 €	8,17%
	3	30	32 316,00	2 693,00	2 859,87 €	238 €	8,85%
Salaire moyen 2024	3	30	32 796,00	2 733,00	3 003,87 €	250 €	9,16%
	3	30	33 316,00	2 776,33	3 159,87 €	263 €	9,48%
	3	30	34 316,00	2 859,67	3 459,87 €	288 €	10,08%
	3	30	35 316,00	2 943,00	3 759,87 €	313 €	10,65%
± 3 000 €	3	30	36 316,00	3 026,33	4 059,87 €	338 €	11,18%
	3	30	37 316,00	3 109,67	4 359,87 €	363 €	11,68%
	3	30	38 316,00	3 193,00	4 659,87 €	388 €	12,16%
	3	30	39 316,00	3 276,33	4 959,87 €	413 €	12,62%
	3	30	40 316,00	3 359,67	5 259,87 €	438 €	13,05%
	3	30	41 316,00	3 443,00	5 559,87 €	463 €	13,46%
	3	30	42 316,00	3 526,33	5 859,87 €	488 €	13,85%
	3	30	43 316,00	3 609,67	6 159,87 €	513 €	14,22%
	3	30	44 316,00	3 693,00	6 459,87 €	538 €	14,58%
	3	30	45 316,00	3 776,33	6 759,87 €	563 €	14,92%
	3	30	46 316,00	3 859,67	7 059,87 €	588 €	15,24%
	3	30	47 316,00	3 943,00	7 359,87 €	613 €	15,55%
± 4 000 €	3	30	48 316,00	4 026,33	7 659,87 €	638 €	15,85%
	3	30	49 316,00	4 109,67	7 959,87 €	663 €	16,14%
	3	30	50 316,00	4 193,00	8 259,87 €	688 €	16,42%
	3	30	51 316,00	4 276,33	8 559,87 €	713 €	16,68%
	3	30	52 316,00	4 359,67	8 859,87 €	738 €	16,94%
	3	30	53 316,00	4 443,00	9 159,87 €	763 €	17,18%
	3	30	54 316,00	4 526,33	9 459,87 €	788 €	17,42%
	3	30	55 316,00	4 609,67	9 759,87 €	813 €	17,64%
	3	30	56 316,00	4 693,00	10 059,87 €	838 €	17,86%
	3	30	57 316,00	4 776,33	10 359,87 €	863 €	18,08%
	3	30	58 316,00	4 859,67	10 659,87 €	888 €	18,28%
± 5 000 €	3	30	59 316,00	4 943,00	10 959,87 €	913 €	18,48%
	3	30	60 316,00	5 026,33	11 259,87 €	938 €	18,67%
	3	30	61 316,00	5 109,67	11 559,87 €	963 €	18,85%
	3	30	62 316,00	5 193,00	11 859,87 €	988 €	19,03%
	3	30	63 316,00	5 276,33	12 159,87 €	1 013 €	19,21%
	3	30	64 316,00	5 359,67	12 459,87 €	1 038 €	19,37%
	3	30	65 316,00	5 443,00	12 759,87 €	1 063 €	19,54%
	3	30	66 316,00	5 526,33	13 059,87 €	1 088 €	19,69%
	3	30	67 316,00	5 609,67	13 359,87 €	1 113 €	19,85%
	3	30	68 316,00	5 693,00	13 659,87 €	1 138 €	20,00%
	3	30	69 316,00	5 776,33	13 959,87 €	1 163 €	20,14%
	3	30	70 316,00	5 859,67	14 259,87 €	1 188 €	20,28%
	3	30	71 316,00	5 943,00	14 559,87 €	1 213 €	20,42%
Député novembre 2024	3	30	71 436,00	5 953,00	14 595,87 €	1 216 €	20,43%
	3	30	72 316,00	6 026,33	14 859,87 €	1 238 €	20,55%
	3	30	73 316,00	6 109,67	15 159,87 €	1 263 €	20,68%
	3	30	74 316,00	6 193,00	15 459,87 €	1 288 €	20,80%
	3	30	75 316,00	6 276,33	15 759,87 €	1 313 €	20,92%
	3	30	76 316,00	6 359,67	16 059,87 €	1 338 €	21,04%
	3	30	77 316,00	6 443,00	16 359,87 €	1 363 €	21,16%
	3	30	78 316,00	6 526,33	16 659,87 €	1 388 €	21,27%
	3	30	79 316,00	6 609,67	16 959,87 €	1 413 €	21,38%
	3	30	80 316,00	6 693,00	17 259,87 €	1 438 €	21,49%
	3	30	81 316,00	6 776,33	17 559,87 €	1 463 €	21,59%
	3	30	82 316,00	6 859,67	17 859,87 €	1 488 €	21,70%
	3	30	83 316,00	6 943,00	18 159,87 €	1 513 €	21,80%
	3	30	83 823,00	6 985,25	18 311,97 €	1 526 €	21,85%
Début de la tranche 4	4	41	83 824,00	6 985,33	18 311,97 €	1 526 €	21,85%
	4	41	84 824,00	7 068,67	18 721,97 €	1 560 €	22,07%
	4	41	85 824,00	7 152,00	19 131,97 €	1 594 €	22,29%
	4	41	86 824,00	7 235,33	19 541,97 €	1 628 €	22,51%
	4	41	87 824,00	7 318,67	19 951,97 €	1 663 €	22,72%
	4	41	88 824,00	7 402,00	20 361,97 €	1 697 €	22,92%
	4	41	89 824,00	7 485,33	20 771,97 €	1 731 €	23,13%
	4	41	90 824,00	7 568,67	21 181,97 €	1 765 €	23,32%
	4	41	91 824,00	7 652,00	21 591,97 €	1 799 €	23,51%
	4	41	92 824,00	7 735,33	22 001,97 €	1 833 €	23,70%
	4	41	93 824,00	7 818,67	22 411,97 €	1 868 €	23,89%
	4	41	94 824,00	7 902,00	22 821,97 €	1 902 €	24,07%

Lettre ouverte à mon Député

	4	41	95 824,00	7 985,33	23 231,97 €	1 936 €	24,24%
	4	41	96 824,00	8 068,67	23 641,97 €	1 970 €	24,42%
	4	41	97 824,00	8 152,00	24 051,97 €	2 004 €	24,59%
	4	41	98 824,00	8 235,33	24 461,97 €	2 038 €	24,75%
	4	41	99 824,00	8 318,67	24 871,97 €	2 073 €	24,92%
	4	41	100 824,00	8 402,00	25 281,97 €	2 107 €	25,08%
	4	41	101 824,00	8 485,33	25 691,97 €	2 141 €	25,23%
	4	41	102 824,00	8 568,67	26 101,97 €	2 175 €	25,39%
	4	41	103 824,00	8 652,00	26 511,97 €	2 209 €	25,54%
	4	41	104 824,00	8 735,33	26 921,97 €	2 243 €	25,68%
	4	41	105 824,00	8 818,67	27 331,97 €	2 278 €	25,83%
	4	41	106 824,00	8 902,00	27 741,97 €	2 312 €	25,97%
	4	41	107 824,00	8 985,33	28 151,97 €	2 346 €	26,11%
	4	41	108 824,00	9 068,67	28 561,97 €	2 380 €	26,25%
	4	41	109 824,00	9 152,00	28 971,97 €	2 414 €	26,38%
	4	41	110 824,00	9 235,33	29 381,97 €	2 448 €	26,51%
	4	41	111 824,00	9 318,67	29 791,97 €	2 483 €	26,64%
	4	41	112 824,00	9 402,00	30 201,97 €	2 517 €	26,77%
	4	41	113 824,00	9 485,33	30 611,97 €	2 551 €	26,89%
	4	41	114 824,00	9 568,67	31 021,97 €	2 585 €	27,02%
	4	41	115 824,00	9 652,00	31 431,97 €	2 619 €	27,14%
	4	41	116 824,00	9 735,33	31 841,97 €	2 653 €	27,26%
	4	41	117 824,00	9 818,67	32 251,97 €	2 688 €	27,37%
	4	41	118 824,00	9 902,00	32 661,97 €	2 722 €	27,49%
	4	41	119 824,00	9 985,33	33 071,97 €	2 756 €	27,60%
± 10 000 €	4	41	120 824,00	10 068,67	33 481,97 €	2 790 €	27,71%
	4	41	121 824,00	10 152,00	33 891,97 €	2 824 €	27,82%
	4	41	122 824,00	10 235,33	34 301,97 €	2 858 €	27,93%
	4	41	123 824,00	10 318,67	34 711,97 €	2 893 €	28,03%
	4	41	124 824,00	10 402,00	35 121,97 €	2 927 €	28,14%
	4	41	125 824,00	10 485,33	35 531,97 €	2 961 €	28,24%
	4	41	126 824,00	10 568,67	35 941,97 €	2 995 €	28,34%
	4	41	127 824,00	10 652,00	36 351,97 €	3 029 €	28,44%
	4	41	128 824,00	10 735,33	36 761,97 €	3 063 €	28,54%
	4	41	129 824,00	10 818,67	37 171,97 €	3 098 €	28,63%
	4	41	130 824,00	10 902,00	37 581,97 €	3 132 €	28,73%
	4	41	131 824,00	10 985,33	37 991,97 €	3 166 €	28,82%
	4	41	132 824,00	11 068,67	38 401,97 €	3 200 €	28,91%
	4	41	133 824,00	11 152,00	38 811,97 €	3 234 €	29,00%
	4	41	134 824,00	11 235,33	39 221,97 €	3 268 €	29,09%
	4	41	135 824,00	11 318,67	39 631,97 €	3 303 €	29,18%
	4	41	136 824,00	11 402,00	40 041,97 €	3 337 €	29,27%
	4	41	137 824,00	11 485,33	40 451,97 €	3 371 €	29,35%
	4	41	138 824,00	11 568,67	40 861,97 €	3 405 €	29,43%
	4	41	139 824,00	11 652,00	41 271,97 €	3 439 €	29,52%
	4	41	140 824,00	11 735,33	41 681,97 €	3 473 €	29,60%
	4	41	141 824,00	11 818,67	42 091,97 €	3 508 €	29,68%
	4	41	142 824,00	11 902,00	42 501,97 €	3 542 €	29,76%
	4	41	143 824,00	11 985,33	42 911,97 €	3 576 €	29,84%
	4	41	144 824,00	12 068,67	43 321,97 €	3 610 €	29,91%
± 30 %	4	41	145 824,00	12 152,00	43 731,97 €	3 644 €	29,99%
	4	41	146 824,00	12 235,33	44 141,97 €	3 678 €	30,06%
	4	41	147 824,00	12 318,67	44 551,97 €	3 713 €	30,14%
	4	41	148 824,00	12 402,00	44 961,97 €	3 747 €	30,21%
	4	41	149 824,00	12 485,33	45 371,97 €	3 781 €	30,28%
	4	41	150 824,00	12 568,67	45 781,97 €	3 815 €	30,35%
	4	41	151 824,00	12 652,00	46 191,97 €	3 849 €	30,42%
	4	41	152 824,00	12 735,33	46 601,97 €	3 883 €	30,49%
	4	41	153 824,00	12 818,67	47 011,97 €	3 918 €	30,56%
	4	41	154 824,00	12 902,00	47 421,97 €	3 952 €	30,63%
	4	41	155 824,00	12 985,33	47 831,97 €	3 986 €	30,70%
	4	41	156 824,00	13 068,67	48 241,97 €	4 020 €	30,76%
	4	41	157 824,00	13 152,00	48 651,97 €	4 054 €	30,83%
	4	41	158 824,00	13 235,33	49 061,97 €	4 088 €	30,89%
	4	41	159 824,00	13 318,67	49 471,97 €	4 123 €	30,95%
	4	41	160 824,00	13 402,00	49 881,97 €	4 157 €	31,02%
	4	41	161 824,00	13 485,33	50 291,97 €	4 191 €	31,08%
	4	41	162 824,00	13 568,67	50 701,97 €	4 225 €	31,14%
	4	41	163 824,00	13 652,00	51 111,97 €	4 259 €	31,20%
	4	41	164 824,00	13 735,33	51 521,97 €	4 293 €	31,26%
	4	41	165 824,00	13 818,67	51 931,97 €	4 328 €	31,32%
	4	41	166 824,00	13 902,00	52 341,97 €	4 362 €	31,38%
	4	41	167 824,00	13 985,33	52 751,97 €	4 396 €	31,43%
	4	41	168 824,00	14 068,67	53 161,97 €	4 430 €	31,49%
	4	41	169 824,00	14 152,00	53 571,97 €	4 464 €	31,55%
	4	41	170 824,00	14 235,33	53 981,97 €	4 498 €	31,60%
	4	41	171 824,00	14 318,67	54 391,97 €	4 533 €	31,66%
	4	41	172 824,00	14 402,00	54 801,97 €	4 567 €	31,71%
	4	41	173 824,00	14 485,33	55 211,97 €	4 601 €	31,76%
	4	41	174 824,00	14 568,67	55 621,97 €	4 635 €	31,82%
	4	41	175 824,00	14 652,00	56 031,97 €	4 669 €	31,87%
	4	41	176 824,00	14 735,33	56 441,97 €	4 703 €	31,92%
	4	41	177 824,00	14 818,67	56 851,97 €	4 738 €	31,97%
	4	41	178 824,00	14 902,00	57 261,97 €	4 772 €	32,02%
	4	41	179 824,00	14 985,33	57 671,97 €	4 806 €	32,07%
± 15 000 €	4	41	180 294,00	15 024,50	57 864,67 €	4 822 €	32,09%
Début de la tranche 5	5	45	180 295,00	15 024,58	57 864,67 €	4 822 €	32,09%
	5	45	181 295,00	15 107,92	58 314,67 €	4 860 €	32,17%
	5	45	182 295,00	15 191,25	58 764,67 €	4 897 €	32,24%
	5	45	183 295,00	15 274,58	59 214,67 €	4 935 €	32,31%
	5	45	184 295,00	15 357,92	59 664,67 €	4 972 €	32,37%
	5	45	185 295,00	15 441,25	60 114,67 €	5 010 €	32,44%
	5	45	186 295,00	15 524,58	60 564,67 €	5 047 €	32,51%
	5	45	187 295,00	15 607,92	61 014,67 €	5 085 €	32,58%
	5	45	188 295,00	15 691,25	61 464,67 €	5 122 €	32,64%
	5	45	189 295,00	15 774,58	61 914,67 €	5 160 €	32,71%
	5	45	190 295,00	15 857,92	62 364,67 €	5 197 €	32,77%
	5	45	191 295,00	15 941,25	62 814,67 €	5 235 €	32,84%
	5	45	192 295,00	16 024,58	63 264,67 €	5 272 €	32,90%
	5	45	193 295,00	16 107,92	63 714,67 €	5 310 €	32,96%
	5	45	194 295,00	16 191,25	64 164,67 €	5 347 €	33,02%
	5	45	195 295,00	16 274,58	64 614,67 €	5 385 €	33,09%
	5	45	196 295,00	16 357,92	65 064,67 €	5 422 €	33,15%

Lettre ouverte à mon Député

	5	45	197 295,00	16 441,25	65 514,67 €	5 460 €	33,21%
	5	45	198 295,00	16 524,58	65 964,67 €	5 497 €	33,27%
	5	45	199 295,00	16 607,92	66 414,67 €	5 535 €	33,32%
	5	45	200 295,00	16 691,25	66 864,67 €	5 572 €	33,38%
	5	45	201 295,00	16 774,58	67 314,67 €	5 610 €	33,44%
	5	45	202 295,00	16 857,92	67 764,67 €	5 647 €	33,50%
	5	45	203 295,00	16 941,25	68 214,67 €	5 685 €	33,55%
	5	45	204 295,00	17 024,58	68 664,67 €	5 722 €	33,61%
	5	45	205 295,00	17 107,92	69 114,67 €	5 760 €	33,67%
	5	45	206 295,00	17 191,25	69 564,67 €	5 797 €	33,72%
	5	45	207 295,00	17 274,58	70 014,67 €	5 835 €	33,78%
	5	45	208 295,00	17 357,92	70 464,67 €	5 872 €	33,83%
	5	45	209 295,00	17 441,25	70 914,67 €	5 910 €	33,88%
	5	45	210 295,00	17 524,58	71 364,67 €	5 947 €	33,94%
	5	45	211 295,00	17 607,92	71 814,67 €	5 985 €	33,99%
	5	45	212 295,00	17 691,25	72 264,67 €	6 022 €	34,04%
	5	45	213 295,00	17 774,58	72 714,67 €	6 060 €	34,09%
	5	45	214 295,00	17 857,92	73 164,67 €	6 097 €	34,14%
	5	45	215 295,00	17 941,25	73 614,67 €	6 135 €	34,19%
	5	45	216 295,00	18 024,58	74 064,67 €	6 172 €	34,24%
	5	45	217 295,00	18 107,92	74 514,67 €	6 210 €	34,29%
	5	45	218 295,00	18 191,25	74 964,67 €	6 247 €	34,34%
	5	45	219 295,00	18 274,58	75 414,67 €	6 285 €	34,39%
	5	45	220 295,00	18 357,92	75 864,67 €	6 322 €	34,44%
	5	45	221 295,00	18 441,25	76 314,67 €	6 360 €	34,49%
	5	45	222 295,00	18 524,58	76 764,67 €	6 397 €	34,53%
	5	45	223 295,00	18 607,92	77 214,67 €	6 435 €	34,58%
	5	45	224 295,00	18 691,25	77 664,67 €	6 472 €	34,63%
	5	45	225 295,00	18 774,58	78 114,67 €	6 510 €	34,67%
	5	45	226 295,00	18 857,92	78 564,67 €	6 547 €	34,72%
	5	45	227 295,00	18 941,25	79 014,67 €	6 585 €	34,76%
	5	45	228 295,00	19 024,58	79 464,67 €	6 622 €	34,81%
	5	45	229 295,00	19 107,92	79 914,67 €	6 660 €	34,85%
	5	45	230 295,00	19 191,25	80 364,67 €	6 697 €	34,90%
	5	45	231 295,00	19 274,58	80 814,67 €	6 735 €	34,94%
	5	45	232 295,00	19 357,92	81 264,67 €	6 772 €	34,98%
	5	45	233 295,00	19 441,25	81 714,67 €	6 810 €	35,03%
	5	45	234 295,00	19 524,58	82 164,67 €	6 847 €	35,07%
	5	45	235 295,00	19 607,92	82 614,67 €	6 885 €	35,11%
	5	45	236 295,00	19 691,25	83 064,67 €	6 922 €	35,15%
	5	45	237 295,00	19 774,58	83 514,67 €	6 960 €	35,19%
	5	45	238 295,00	19 857,92	83 964,67 €	6 997 €	35,24%
	5	45	239 295,00	19 941,25	84 414,67 €	7 035 €	35,28%
± 20 000 €	5	45	240 295,00	20 024,58	84 864,67 €	7 072 €	35,32%
			Etc...				

ANNEXE 4

Projet d'impôt sur le revenu, proportionnel au Smic 2024 (base = 3,61 %)

Coefficient multiplicateur	Revenu mensuel net	Revenu annuel net	Impôt actuel annuel	Impôt actuel mensuel	% actuel d'imposition	% projet d'imposition	Impôt projet annuel	Impôt projet mensuel
x 0,15	213,95	2 567,34	0	0 €	0,00 %	0,54 %	13,86	1 €
x 0,25	356,58	4 278,90	0	0 €	0,00 %	0,90 %	38,51	3 €
x 0,50	713,15	8 557,80	0	0 €	0,00 %	1,80 %	154,04	12 €
x 0,67	958,17	11 498,00	0	0 €	0,00 %	2,41 %	288,74	24 €
x 0,70	998,41	11 980,92	53,12	4 €	0,44 %	2,52 %	301,91	25 €
x 0,80	1 141,04	13 692,48	241,39	20 €	1,76 %	3,03 %	439,28	36 €
x 0,90	1 283,67	15 404,04	429,66	36 €	2,79 %	3,24 %	502,13	41 €
Smic 2024	1 426,30	17 115,60	617,94	51 €	3,61 %	3,61 %	617,93	51 €
x 1,20	1 711,56	20 538,72	994,48	83 €	4,84 %	4,33 %	889,32	74 €
x 1,53 médian salaire	2 190,00	26 280,00	1 626,02	136 €	6,19 %	5,52 %	1 450,65	120 €
x 1,91 moyen	2 733,00	32 796,00	3 003,87	250 €	9,16 %	6,89 %	2 259,64	188 €
x 2	2 852,60	34 231,20	3 434,43	286 €	10,03 %	7,22 %	2 471,49	205 €
x 2,5	3 565,75	42 789,00	6 001,77	500 €	14,03 %	9,02 %	3 859,56	321 €
x 3	4 278,60	51 343,20	8 568,03	714 €	16,69 %	10,83 %	5 560,46	463 €
x 4	5 705,20	68 462,40	13 703,79	1 142 €	20,02 %	14,44 %	9 885,97	823 €
x 5	7 131,50	85 578,00	19 031,11	1 586 €	22,24 %	18,05 %	15 446,82	1 287 €
x 8,31	11 852,55	142 230,63	42 258,71	3 521 €	29,71 %	30,00 %	42 669,18	3 555 €
x 10	14 263,00	171 156,00	54 118,09	4 510 €	31,62 %	36,10 %	61 787,31	5 148 €
x 13,85	19 754,26	237 051,06	83 404,90	6 950 €	35,18 %	50,00 %	118 525,53	9 877 €

En bref, l'impôt proportionnel au Smic permet de supprimer les tranches, les réactualisations annuelles et s'applique à tous. La progression de l'imposition d'une année sur l'autre est uniquement liée à l'augmentation des revenus. Il présente un caractère de simplicité et de clarté. En se fondant sur le taux d'imposition applicable au Smic, il permet d'imposer symboliquement les revenus inférieurs au Smic, de laisser les impôts des Smicards au même niveau, d'alléger les impositions pour les classes moyennes et supérieures tout en alourdissant l'imposition des plus hauts revenus à un taux proposé de 50 %.

La formule de calcul du taux de l'impôt proportionnel au Smic est : (Revenu annuel net / Smic annuel net) x 3,61 [taux d'imposition du Smic 2024]

Exemple pour le salaire net moyen 2024 :

- salaire net moyen mensuel = 2 733 €
- revenu net moyen annuel = 2 733 x 12 = 32 796 €
- formule de calcul du taux de l'impôt proportionnel : 32 796 / 17 115,60 = 1,91614... arrondi à 1,91 et multiplié par 3,61 = 6,8951 arrondi à **6,89 %**
- > **6,89 % est le taux d'imposition applicable à 32 796 euros de revenus nets annuels**
- l'impôt annuel à payer est donc de : 32 796 x 6,89 % = 2 259,64 €
- l'impôt mensuel s'élève à : 2 259,64 / 12 = 188 €, contre 250 € aujourd'hui

Tous les 5 ans (pour lisser les variations annuelles causées par l'inflation et au plus loin des périodes électorales), une réévaluation du taux d'imposition du Smic serait à réaliser. Pour mémoire, l'inflation additionnée sur 5 ans s'est élevée à 14,20 % entre 2020 et 2024 (effet Covid) contre seulement 4,10 % entre 2015 et 2019, ce qui par extrapolation donnerait respectivement un taux de 4,12 % ou de 3,75 % au lieu de 3,61 %. Ce taux serait la seule variable d'ajustement du dispositif.

ANNEXE 5

Impôt proportionnel au Smic 2024 (3,61 %) appliqué aux successions, donations, bénéfices et dividendes

Exemples de montants de successions	Pourcentages d'imposition	Impôts sur les successions
1 000,00 €	0,18 %	1,80 €
2 567,34 €	0,54 %	13,86 €
4 278,90 €	0,90 %	38,51 €
8 557,80 €	1,80 %	154,04 €
11 498,00 €	2,41 %	288,74 €
11 980,92 €	2,52 %	301,91 €
13 692,48 €	3,03 %	439,28 €
15 404,04 €	3,24 %	502,13 €
17 115,60 €	3,61 %	617,93 €
20 538,72 €	4,33 %	889,32 €
26 280,00 €	5,52 %	1 450,65 €
32 796,00 €	6,89 %	2 259,64 €
34 231,20 €	7,22 %	2 471,49 €
42 789,00 €	9,02 %	3 859,56 €
51 343,20 €	10,83 %	5 560,46 €
68 462,40 €	14,44 %	9 885,97 €
85 578,00 €	18,05 %	15 446,82 €
100 000,00 €	21,08 %	21 080,00 €
142 230,63 €	30,00 %	42 669,18 €
171 156,00 €	36,10 %	61 787,31 €
237 051,06 €	50,00 %	118 525,53 €
Au delà	50,00 %	

Rappel de la formule de calcul : taux applicable = (Montant de la succession / Smic annuel net) x 3,61 [taux d'imposition du Smic 2024]

Exemple : taux applicable = (100 000 / 17 115,60) x 3,61 = (5,8426... arrondi à 5,84) x 3,61 = 21,0824... arrondi à **21,08 %**

ANNEXE 6

Exemple de dispositions bien inutilement complexes

Les prescriptions sont un exemple parmi des milliers de textes inutilement complexes :

L'actualité 2026 a mis en lumière les durées de prescriptions, avec des criminels se vantant sur les réseaux sociaux d'être passés à travers les sanctions.

La pertinence des délais prescriptions pose donc question, d'autant que ce domaine est un vrai maquis :

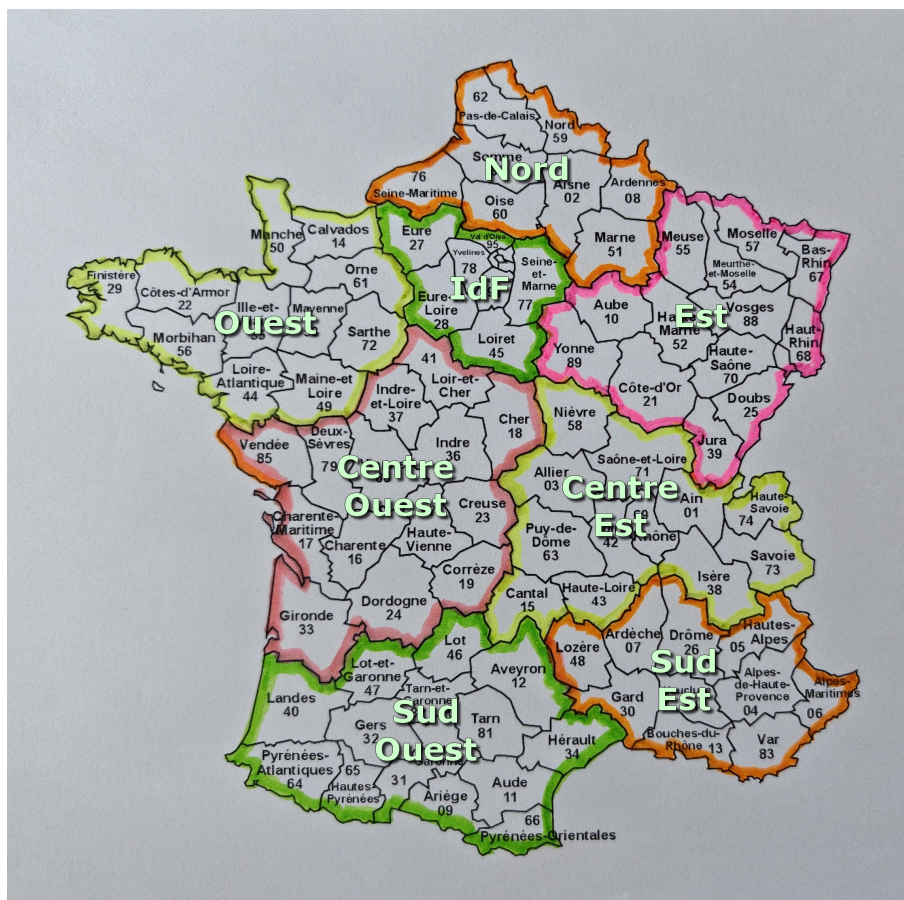
- pas de prescription pour les crimes contre l'humanité, pour les infractions continues, pour les fautes disciplinaires des avocats
- 30 ans pour les crimes commis sur mineurs avec viol, torture ou acte de barbarie et les crimes de terrorisme et de trafic de stupéfiants
- 20 ans pour les crimes, pour les condamnations pour crimes, pour les délits de terrorisme et de trafic de stupéfiants
- 12 ans pour les détournements de fonds, la corruption et les abus de biens sociaux
- 10 ans pour les décisions de justice civile ou administrative, pour les assurances décès, pour l'absence de déclaration fiscale
- 6 ans pour les délits et les condamnations pour délits
- 5 ans en matière civile et commerciale, pour le paiement des loyers commerciaux, pour les copropriétés
- 4 ans pour les mises en recouvrement fiscales
- 3 ans pour les condamnations pour contraventions, pour l'impôt sur le revenu, pour la TVA
- 2 ans pour les baux commerciaux, pour les assurances
- 1 an pour les contraventions, pour la taxe foncière et la taxe d'habitation
- 3 mois pour les délits d'injure et de diffamation

Combien de relaxes ou de libérations injustes ? Combien de recherches inutiles et coûteuses pour les avocats et magistrats ? Combien d'erreurs ou d'incertitudes susceptibles de recours ?

Ne peut-on se limiter à 3 délais de prescription : imprescriptibilité pour les crimes, 15 ans pour les délits et 5 ans pour tout le reste ?

ANNEXE 7

Carte d'un nombre de Régions métropolitaines plus restreint (8 au lieu de 13)



ANNEXE 8

Exemple de logo permettant de connaître en un coup d'oeil l'origine des productions

L'idée est de visualiser instantanément l'origine (pour la réalisation du logo, il va sans dire que des professionnels du design peuvent faire beaucoup mieux. Il faut néanmoins un logo très peu coûteux à réaliser).

Dans le premier exemple ci-après, le produit est européen à 100 %, principalement fabriqué en France (à 80 %), dans la Région Centre-Ouest, avec un emballage venant de Pologne (20 % du coût).

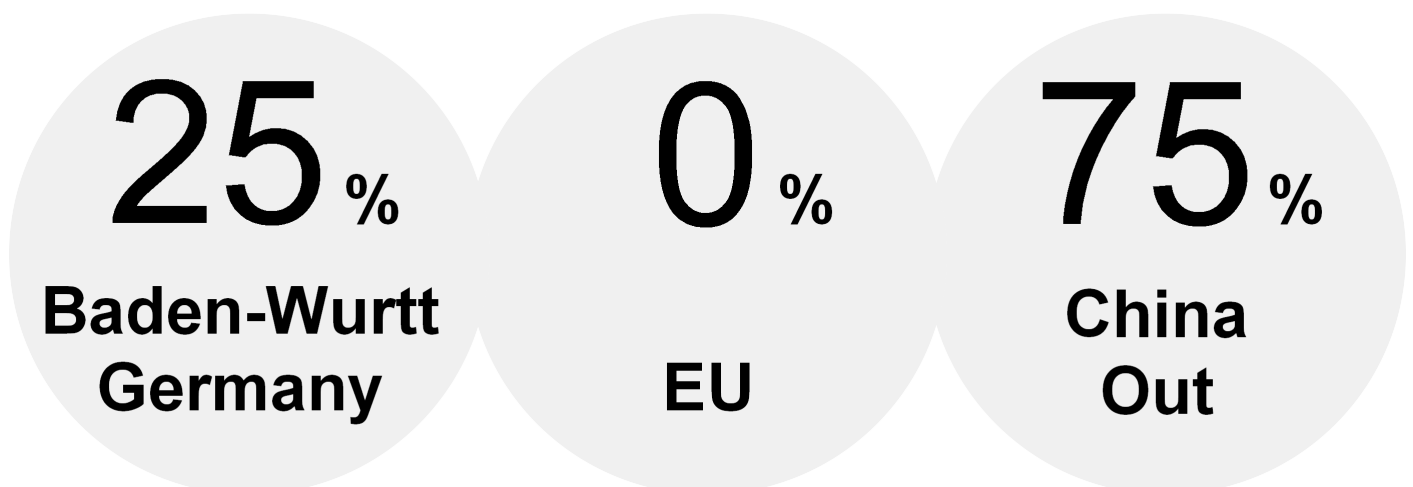


Les pourcentages seraient donc calculés en valeur et les chiffres arrondis à 5 % près. Le premier cercle correspondrait au pays de production ou de fabrication et le second au pays européen ayant participé à l'élaboration (mentions affichées dans la langue du pays d'origine).

En cas de fabrication dans de multiples régions ou pays européens, les mentions "Mix" et/ou "EU" pourraient être utilisées. La mention "Out" pourrait signifier dans toutes les langues "Hors d'Europe".

Les coûts de transport ne peuvent être pris en compte dans l'affichage de ce pourcentage car le produit doit pouvoir être vendu sans contrainte dans l'un quelconque des pays européens. Le consommateur recherchant des produits locaux dispose néanmoins pour son information de l'indication de la région de production et, par ailleurs, comme actuellement, du lieu précis de production.

Dans le second exemple ci-après, le produit est un panneau solaire assemblé dans la région Baden-Wurttemberg en Allemagne pour 25 % de sa valeur (ce même produit est aujourd'hui abusivement estampillé "Made in Germany" alors que les fournitures viennent intégralement de Chine).



ANNEXE 9

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789

« Les représentants du peuple français, constitués en Assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements, ont résolu d'exposer, dans une déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme, afin que cette déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs ; afin que les actes du pouvoir législatif, et ceux du pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés ; afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la Constitution et au bonheur de tous.
En conséquence, l'Assemblée nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Être suprême, les droits suivants de l'homme et du citoyen.

Article 1^{er}

Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

Article 2

Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression.

Article 3

Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

Article 4

La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

Article 5

La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

Article 6

La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.

Article 7

Nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires, doivent être punis ; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi doit obéir à l'instant : il se rend coupable par la résistance.

Article 8

La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée.

Article 9

Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

Article 10

Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

Article 11

La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

Article 12

La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique : cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée.

Article 13

Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.

Article 14

Tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Article 15

La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

Article 16

Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution.

Article 17

La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité. »